

«La dissolution est la décision d'un seul homme», déclare Bruno Le Maire

Par [Charles Plantade](#)

Publié il y a 7 heures, mis à jour il y a 6 heures

 SUIVRE

Sans remettre frontalement en question le choix d'Emmanuel Macron, le ministre de l'Économie a laissé entendre qu'il n'aurait pas agi de la même manière.

*«La dissolution est la décision d'un seul homme : le président de la République», a observé [Bruno Le Maire](#) ce dimanche. Une manière de questionner en creux le choix d'Emmanuel Macron de dissoudre l'Assemblée Nationale. «C'est sa décision, c'est sa prérogative... Moi, je suis ministre de l'économie et des finances», a précisé le locataire de Bercy interrogé dans l'émission «Questions politiques» de France Inter, France télévisions et *Le Monde*. Songeur, le numéro deux du gouvernement a également ajouté : «Ce que je constate, c'est que cette décision a créé - dans notre pays, dans le peuple français, partout - de l'inquiétude, de l'incompréhension, parfois de la colère. C'est ce que je vois chez nos électeurs».*

Si Bruno Le Maire ne se représente pas aux élections législatives anticipées, le ministre se lance corps et âme en campagne pour le camp présidentiel. Analysant les programmes économiques du Nouveau Front Populaire et du Rassemblement National, le numéro deux du gouvernement estime que *«L'un comme l'autre sont un désastre pour notre économie»*, tous deux ouvriront *«tout grand les vannes de la dépense publique »*. Prenant pour exemple la proposition d'un retour à la retraite à 60 ans, Bruno Le Maire a estimé que cela conduirait à la *«ruine»* de l'économie, empêchant *«certainement»* de *«payer les pensions des petits retraités»*.

Bruno Le Maire a ainsi appelé à «*ouvrir les yeux sur les programmes*» du Rassemblement national et du Nouveau Front populaire, qui seraient, selon lui, «*l'un comme l'autre un désastre pour notre économie*» et «*conduisent directement à un appauvrissement de tous nos compatriotes*». Concernant les mesures en faveur du pouvoir d'achat annoncées samedi par le premier ministre Gabriel Attal, Bruno Le Maire a estimé que «*c'est un excellent point de départ*» mais «*qu'il faudra de toute évidence aller beaucoup plus loin*».

La rédaction vous conseille

- Peut-on vraiment diminuer la TVA sur l'électricité, le gaz et les carburants de 20% à 5,5%, comme le propose le RN ?
- Le nucléaire, grand absent du programme économique et écologique du «Nouveau Front populaire»
- Grandes régions, suppression d'un «échelon territorial» : pourquoi Macron veut rouvrir la boîte de Pandore

Sujet

Bruno Le Maire
